



Contribution de la Collectivité de Saint-Barthélemy à la consultation publique ouverte du 4 juillet au 16 septembre 2013

Quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5, et 6. Marchés pertinents du haut et du très haut débit – Bilan et perspectives

La contribution de la Collectivité à la présente consultation se focalise exclusivement sur la partie **Perspectives - IV.b.7 Favoriser la connectivité des territoires ultramarins.**

La Collectivité réitère la position qu'elle a déjà défendue à l'occasion de la consultation sur le projet de décision de prolongation de la décision n°2010-402 en mars 2013 et qu'elle a eu l'occasion de rappeler le 31 mai 2013 lors de la journée du numérique en outre-mer au Ministère des Outre-mer. Ainsi, comme l'indique justement l'ARCEP, la Collectivité n'est pas seule à déplorer que la tarification élevée de la capacité sur les câbles sous-marins est de nature à retarder le développement des usages numériques aux Antilles. Toutes les Collectivités qui s'intéressent de près au développement des usages du très haut débit sont confrontées à cette réalité.

Cette position se trouve encore une fois renforcée par les résultats d'une concertation organisée en juin 2013 avec les différents opérateurs présents à Saint-Barthélemy. Cette concertation, menée dans le cadre de l'élaboration du SDTAN permet de comprendre l'impact économique du coût de la capacité sur les câbles sous-marin sur les réseaux très haut débit fixe et mobile pour les opérateurs de détail. Les résultats de la consultation démontrent clairement que les tarifs pratiqués constituent une barrière aux nouveaux entrants au vu de la taille du marché de Saint-Barthélemy. Dès lors, seuls les acteurs présents sur des zones géographiques plus larges disposent de la capacité financière nécessaire à l'acquisition d'IRU sur de très nombreux segments desservant plusieurs îles de la Caraïbe. Ces grands acteurs sont donc en mesure d'absorber les coûts car ces derniers sont lissés sur un marché plus large que des petits acteurs qui pourraient être présents uniquement sur Saint-Barthélemy et/ou Saint-Martin. Or sur un petit marché comme Saint-Barthélemy il est essentiel de pouvoir disposer de conditions économiques favorables tant au maintien de la présence des opérateurs actuels mais aussi à l'entrée de nouveaux acteurs seuls à même de s'adapter aux besoins locaux particuliers.

Si l'on regarde les offres très haut débit disponibles en outre-mer (Sainte-Anne en Guadeloupe et La Réunion) et qu'on les compare aux offres disponibles sur le territoire de la France métropolitaine, les différences en terme de prix et en terme de débit sont criantes et devrait appeler l'ARCEP à se demander ce qui peut justifier une telle différence de prix pour le consommateur final :

Réseau/Opérateur	Débit proposé	Prix mensuel
Guadeloupe – Réseau Ste Anne 2.0 – Dauphin Telecom	Jusqu'à 30mbs	99,90€
Réunion – Zeop	Jusqu'à 35mbs	49,90€
France métropolitaine – Orange	Jusqu'à 200mbs	39,90€

Le constat est à peu près identique pour les offres ADSL puisque pour un même niveau de service (triple play), le prix des abonnements mensuels s'élève à environ 50€ aux Antilles contre 30€ en France métropolitaine. De plus, l'arrivée très prochaine du VDSL2 laisse présager qu'aux Antilles, il sera dans un premier temps plutôt orienté vers le marché professionnel au vu des prix de détails qui risquent d'être pratiqués.

La Collectivité de Saint-Barthélemy estime que la principale raison de cette différence en terme de débit et de prix réside dans le coût élevé de la capacité et notamment du coût du transit IP sur le câble GCN en ce qui concerne Saint-Barthélemy. Le tarif de transit IP pratiqué par la société GCN (75€ le Mbs) semble particulièrement élevé au regard des prix pratiqués sur la zone Caraïbe (24\$ soit 19€ le Mbs à Porto Rico) en encore plus au regard des prix en Amérique du Nord ou en Europe (de l'ordre de quelques dollars).

La Collectivité s'étonne également de constater qu'une liaison louée entre Saint-Martin et Porto Rico soit moins chère sur un câble non subventionné par de l'argent public que sur le câble GCN comme le montre le tableau ci-dessous :

Système de câble sous-marin	Type de liaison louée	Prix mensuel
GCN	STM16	36 000€
SMPR-1	STM16	23 500€

La Collectivité ne peut donc qu'encourager l'ARCEP à mettre en œuvre un dispositif de surveillance des tarifs de ces circuits interurbains interterritoriaux. Elle se félicite également de voir que l'ARCEP s'apprête à rouvrir un chantier d'analyse des coûts sous-jacents au raccordement de Saint-Barthélemy afin de vérifier que les tarifs pratiqués sont orientés vers les coûts. La Collectivité rappelle qu'elle a cofinancé la pose du câble GCN à hauteur d'un million d'euro et qu'elle offre à la société GCN des infrastructures terrestres facilitant la commercialisation à tous les opérateurs présents localement. Elle se tient donc à la disposition de l'ARCEP afin de participer à ce chantier d'analyse.